

Emmanuel Macron choisit un fidèle pour occuper Matignon

France Renversé par l'Assemblée nationale, François Bayrou a démissionné de ses fonctions. Emmanuel Macron a, dans la foulée, choisi son septième Premier ministre : Sébastien Lecornu.

Laure de Charette
Correspondante en France

Emmanuel Macron a nommé mardi soir Sébastien Lecornu, son homme de confiance venu de la droite, au poste à haut risque de Premier ministre. Le président de la République l'a "chargé de consulter les forces politiques représentées au Parlement en vue d'adopter un budget pour la Nation et de bâtir les accords indispensables aux décisions des prochains mois", a annoncé l'Élysée dans un communiqué.

Cette nomination intervient au lendemain de la chute de François Bayrou. Le Premier ministre sortant avait volontairement sollicité un vote de confiance sur l'état des finances publiques, un geste inédit sous la V^e République. Mais au lieu de conforter sa légitimité, il a précipité sa chute.

Le paradoxe est cruel: celui que l'on présentait volontiers comme un vieux sage habile, maître du compromis et de l'art de la négociation, est tombé faute d'avoir su ouvrir le dialogue.

En première ligne

Le Président et son nouveau Premier ministre se retrouvent exposés comme jamais. Ce mercredi 10 septembre, ils devront affronter le lancement du mouvement social "Bloquons tout" (lire en p. 2), prélude à la mobilisation syndicale prévue pour le 18. Et vendredi, l'agence Fitch rendra sa décision sur la notation de la dette française: un abaissement plomberait encore la crédibilité économique du pays.

Si cette fois, l'Élysée n'a pas traîné, la succession tourne à la répétition lassante: en huit ans, le chef de l'État a nommé son sep-

tième Premier ministre. Du jamais vu sous la V^e République (le général de Gaulle s'était contenté de trois têtes à Matignon en plus de dix ans).

"La marge de manœuvre d'Emmanuel Macron est faible", avertit Olivier Rouquan, enseignant-chercheur en sciences politiques et chercheur associé au Cersa (Centre d'études et de recherches de sciences administratives et politiques). "Il se trouve non plus face à des choix, mais face à des obligations. Il va essayer de terminer son mandat dans les moins mauvaises conditions possibles". Pour lui, "la chute de François Bayrou traduit un affaiblissement profond du pouvoir exécutif et une usure accélérée. Jacques Chirac a raté une dissolution et, huit ans plus tard, un référendum. Là, le Premier ministre est révoqué un an seulement après la dissolution ratée."



Sébastien Lecornu, un proche d'Emmanuel Macron, décrit comme un "fin manœuvrier".

Car le problème dépasse les personnes. Il est structurel. Dans un hémicycle éclaté en trois blocs irréconciliables, aucun gouvernement n'est en mesure de tenir durablement. Quant à la dissolution de l'Assemblée nationale, elle aboutirait sans doute au même parlement ingouvernable. Enfin, la démission du Président, que

certaines responsables de tous bords appellent désormais ouvertement de leurs vœux, "ne réglerait rien, estime Olivier Costa. La campagne électorale serait bâclée – la Constitution fixe un délai de 20 à 35 jours avant l'expiration du mandat du président de la République en exercice, NdLR – et certainement violente; le futur président serait élu par défaut et n'aurait certainement pas de majorité à l'Assemblée à l'issue des législatives qui suivraient la présidentielle. Donc retour à la case départ."

Aux yeux du politologue, "si la France a déjà traversé de multiples crises, celle-ci est différente, car il n'existe plus vraiment d'options pour en sortir. Aucun des moyens existants n'est convaincant. La seule solution que je vois, c'est que les responsables

politiques acceptent de faire fonctionner les institutions comme un régime parlementaire. Cela implique que les chefs des différents partis s'assoient autour de la table pour discuter d'un programme de gouvernement sans penser aux prochaines élections, qu'Emmanuel Macron se mette en retrait de la vie politique intérieure et que le mode de scrutin soit changé pour la proportionnelle."

Même son de cloche du côté d'Olivier Rouquan: "Les institutions de la V^e République ne répondent plus à leur sens originel: assurer une autorité forte du pouvoir exécutif, pour avoir des politiques publiques efficaces et légitimes. Il faut évoluer vers un régime parlementaire et sortir du présidentielisme."

Le va-et-vient incessant à Matignon ne suscite plus l'amusement, mais l'agacement, voire une forme de désespoir. Il illustre le crépuscule d'un système. Chaque remaniement est perçu comme un replâtrage sans issue, un exercice d'illusionnisme institutionnel. Dans un pays où les réformes structurelles sont attendues avec urgence, ce bricolage permanent paralyse tout, investissements, embauches, croissance.

Le problème dépasse les personnes. Il est structurel. Dans un hémicycle éclaté en trois blocs irréconciliables, aucun gouvernement n'est en mesure de tenir durablement.

François Bayrou à Matignon: neuf mois d'isolement, après 40 ans à prôner le dialogue

Décryptage Laure de Charette
Correspondante en France

A lors qu'il avait joué le rapport de force pour obtenir d'être nommé par Emmanuel Macron, François Bayrou a commis une maladresse dès le troisième jour de son mandat en gagnant Pau, en Falcon, pour présider son conseil municipal. "J'aurais préféré qu'il prenne l'avion pour Mayotte", victime d'un terrible cyclone, cingle alors la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet.

Ce faux pas inaugural annonçait une gouvernance marquée par l'hésitation, l'entêtement et l'immobilisme. L'agenda parlementaire s'est vite révélé famélique, l'Assemblée "en bore-out", selon *Libération*. Les grands chantiers annoncés – proportionnelle, Algérie, retraites – ont été ajournés, édulcorés ou jetés aux oubliettes.

Le conclave sur les retraites fut enterré un beau matin, après que François Bayrou a édicté comme ligne rouge: "Pas de retour à 62 ans".

Résultat: négociations gelées et syndicalistes échaudés. À la sortie de l'hiver, il est rattrapé par l'"affaire Bétharram", l'établissement scolaire catholique privé de la région de Pau avec lequel il entretient des liens. Ses explications suscitent le doute sur ses possibles responsabilités.

Lui qui appelait depuis quarante ans au dépassement des clivages droite-gauche et au dialogue n'a pas noué de liens précieux avec ses ministres ou les députés de tous bords, n'a pas opéré en équipe ni joué collectif. Même à gauche, où il aurait pu tendre des perches, il a laissé filer les occasions. Ni discussion avec Olivier Faure ni rencontre régulière avec François Hollande. Une carrière entière à théoriser l'ouverture, pour finalement gouverner seul.

Le déficit comme sujet inévitable

Ses erreurs ne s'arrêtent pas là. "La faute politique majeure de François Bayrou est de ne pas avoir avancé sur la proportionnelle dans l'élection des députés", analyse Olivier Costa. Une

réforme attendue, susceptible de séduire l'opposition, mais qu'il n'a pas menée à son terme.

La sanction populaire fut sévère. Un sondage Ifop publié à la veille de sa sortie révélait un taux d'approbation de 19 %, record d'impopularité pour un Premier ministre en exercice.

Pour tenter de sauver son mandat, Bayrou s'est rabattu sur la question budgétaire, un sujet qui lui tenait à cœur depuis longtemps. À la mi-juillet, il dressait devant le pays un plan d'austérité de 44 milliards d'euros, avec la suppression de deux jours fériés.

Un mois plus tard, il dézingue sur le plateau de TF1 "le confort de certains partis politiques et des boomers". "On peut quand même mettre à son crédit le fait d'avoir sensibilisé l'opinion publique sur l'endettement", tempère le politologue Olivier Rouquan. S'il n'a mené aucune réforme structurante, il a imposé le déficit comme sujet inévitable. "Désormais, aucun parti ne peut ignorer cette question-là", note encore Olivier Costa. Mais est-ce vraiment suffisant pour marquer l'histoire de Matignon?

Son passage à Matignon ne laissera sans doute qu'un drôle de souvenir: celui d'un homme célèbre pour avoir enfin touché son Graal... et n'avoir rien su en faire.

Au bout du compte, le rêve de François Bayrou – ce poste de Premier ministre qu'il convoitait depuis une décennie, après avoir échoué trois fois à l'Élysée – s'est fracassé sur la réalité.

Lui qui se voulait héritier d'Henri IV est resté figure de l'immobilisme. Et son passage à Matignon ne laissera sans doute qu'un drôle de souvenir: celui d'un homme célèbre pour avoir enfin touché son Graal... et n'avoir rien su en faire.

Portrait

Lecornu, le discret soldat d'Emmanuel Macron

"Manœuvrier" peu charismatique. Venu de la droite, discret au point d'être quasi inconnu du grand public, Sébastien Lecornu, nommé Premier ministre à 39 ans, est un compagnon de route du chef de l'État depuis 2017, devenu un rouage essentiel de la macronie. De tous les gouvernements depuis la première élection d'Emmanuel Macron, il a déjà manqué de peu Matignon l'année dernière. Celui qui n'a "jamais complètement défailté" ses cartons depuis la dissolution devait déjà être nommé à Matignon avant que François Bayrou ne s'impose au forceps. Peu loquace publiquement à son poste de ministre des Armées depuis trois ans, Sébastien Lecornu est un homme politique réservé. C'est en grande partie en coulisses qu'il étend son influence. "C'est un fidèle de Macron qui ne lui fera pas d'ombre. Son bilan à la défense est plutôt bon", relève un diplomate. Leur proximité remonte en partie au mouvement des "gilets jaunes", après lequel il avait coanimé les "grands débats". "Lecornu, c'est le bon soldat sans trop de charisme", ajoute un initié. Proche de Gérald Darmanin et d'Édouard Philippe, issus comme lui de la droite, "il est apprécié sur tous les bancs de l'Assemblée", selon un ancien membre de la commission Défense de l'Assemblée qui décrit "un animal politique": il maîtrise ses dossiers, répond sans regarder ses notes et distribue alternativement à ses adversaires flagorneries et tacles appuyés. Un responsable du bloc central le voit davantage "manœuvrier" et pointe la montée du RN dans son département de l'Eure. Reste à savoir si cet homme, jugé "habile" par un responsable socialiste, saura convaincre le PS avec qui Emmanuel Macron a demandé de travailler. "Il comprend vite les choses", mais "il est plus à droite que Bayrou", note le même. Il a été épinglé dans la presse pour un dîner avec Marine Le Pen, ce qui en fait "l'homme de la négociation avec le RN dans la psyché socialiste".

Originaire de Normandie, petit-fils de résistant, il a un temps pensé faire Saint-Cyr mais s'est lancé très jeune en politique. Sa carrière a débuté à droite, à l'UMP puis chez les Républicains (LR), battant plusieurs records de précocité. Assistant parlementaire à 19 ans, il devient en 2015, le plus jeune président d'un département, l'Eure, après avoir été maire de sa ville, Vernon. Propulsé au gouvernement à 31 ans, il passe par plusieurs ministères: l'Écologie, les Collectivités, l'Outre-mer, puis les Armées. Réserviste de la gendarmerie dans l'Eure, cet amateur d'histoire élu sénateur en 2020 a pris la lumière avec la guerre en Ukraine, s'efforçant de mettre en musique le "réarmement" du pays ordonné par le chef de l'État. Après l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, c'est aussi lui qu'Emmanuel Macron a envoyé en tournée régionale pour négocier la libération d'otages français retenus dans la bande de Gaza. (D'après AFP)